

JEAN-MARIE SCHAEFFER

PETITE ÉCOLOGIE
DES
ÉTUDES LITTÉRAIRES

POURQUOI ET COMMENT ÉTUDIER LA LITTÉRATURE ?

éditions

THIERRY MARCHAISSE

JEAN-MARIE SCHAEFFER

**PETITE ÉCOLOGIE
DES
ÉTUDES LITTÉRAIRES**

POURQUOI ET COMMENT ÉTUDIER LA LITTÉRATURE ?



éditions

THIERRY MARCHAISSE



© 2011 Éditions Thierry Marchaisse

Conception visuelle : Denis Couchaux

Mise en page intérieure : Anne Fragonard-Le Guen

Éditions Thierry Marchaisse

221 rue Diderot, 94300 Vincennes

Diffusion : Harmonia Mundi

AVERTISSEMENT

Nous vivons à une époque qui aime les déplorations. Le sous-titre de ma réflexion semble indiquer que je me propose d'entonner le même air : une annonce mortuaire des études littéraires et de leur objet – la littérature – condamnés à périliter dans un monde qui, nous dit-on, devient de plus en plus hostile à la culture en général et à la littérature en particulier.

Cette plainte, à vrai dire, n'est pas propre à notre époque : elle fait partie des exercices obligés de nos Humanités depuis des lustres. Cependant, qu'elle soit une figure récurrente ne la disqualifie pas comme telle. Le vingtième siècle européen a connu au moins deux régimes politiques, le nazisme et le communisme, qui se sont traduits par une déréliction culturelle sidérante. Mais précisément, ces deux formes de régime totalitaire n'ont rien à voir avec les sociétés occidentales actuelles, et cela devrait nous rendre d'emblée méfiant lorsqu'on les accuse du même forfait. Peut-on réellement discerner dans nos sociétés les signes d'une telle déréliction ? Je ne le crois pas. Certes, les voies actuelles de la culture humaniste ne sont sans doute plus (seulement) celles de l'éducation classique. Mais d'autres formes ont vu le jour, et elles méritent qu'on leur accorde le même crédit, et la même indulgence, qu'aux anciennes, qu'elles n'excluent d'ailleurs pas.

En particulier, rien n'indique que l'avenir de la littérature soit menacé, même si la place *relative* qu'elle occupe dans la vie culturelle n'est sans doute plus la même qu'il y a quelques générations. Ceci est dû au fait que d'autres supports, comme le cinéma, assument désormais une partie de ses fonctions sociales antérieures. Mais, en chiffres absolus, il ne s'est sans doute jamais lu autant d'œuvres littéraires que de nos jours. Et rien n'indique que les lecteurs contemporains soient moins exigeants et sensibles que les lecteurs du passé.

Pourquoi alors ce constat d'une crise ? Mon hypothèse est que la supposée crise de la littérature cache une crise bien réelle, celle de notre représentation savante de « La Littérature » (on verra que ce terme fait d'ailleurs lui-même partie du nœud du problème). Bref, si crise il y a, c'est d'une crise des études littéraires qu'il s'agit. Triple crise en réalité, qui affecte à la fois la transmission des valeurs littéraires, l'étude cognitive des faits littéraires et la formation des étudiants en littérature. Il faudrait d'ailleurs plutôt dire qu'il s'agit d'un nouvel accès de crise, car les études littéraires ont la particularité étrange de présenter un profil historique cyclothymique, qui fait penser au syndrome maniaco-dépressif : des périodes d'exaltation cognitive irréfléchie y alternent avec des périodes de pessimisme sceptique tout aussi peu justifié. Cette oscillation permanente entre deux extrêmes nous empêche de prendre la mesure des progrès importants de la connaissance des faits littéraires, tout particulièrement depuis le début du XIX^e siècle. Et ces progrès ne relèvent pas uniquement d'une accumulation de nouveaux savoirs d'érudition (ce qui n'est déjà pas mal), mais aussi d'un approfondissement de notre connaissance. Nous comprenons ainsi mieux que nos prédécesseurs l'importance de la créativité verbale – et donc aussi celle de la littérature, qui est une des provinces de cette créativité – dans la vie des hommes et des sociétés.

Partant de ce double constat, et en adoptant un point de vue sans doute plus philosophique que littéraire, ce petit ouvrage se propose un double but : remonter aux racines du caractère historiquement récurrent de la crise des études littéraires, mais aussi montrer que le pessimisme cognitif auquel semble conduire cette situation n'est nullement justifié. Voilà évidemment deux entreprises qu'on ne saurait prétendre mener à bien en quelques pages, mais j'espère au moins convaincre le lecteur de l'importance réelle de leur enjeu. Il dépasse de loin la question du destin des études littéraires. Si l'on veut bien admettre, en effet, que ce qui s'appelle « littérature », chez nous et aujourd'hui, constitue, sous d'autres figures, une réalité importante de la vie de *tous* les hommes, de *toutes* les sociétés humaines, alors le destin des études littéraires importe grandement à l'ensemble du champ des sciences humaines et sociales ; et une meilleure compréhension des faits littéraires ne peut que contribuer à la connaissance de ce que nous sommes et de ce que nous pouvons être¹.

¹ Ce texte, issu d'une conférence donnée en 2005, a beaucoup évolué depuis, mais il garde les traces de son origine liée à une sollicitation extérieure. S'il est, je l'espère, moins défectueux qu'il ne l'était au départ, c'est d'abord grâce à Ioana Vultur, qui m'a amené à réévaluer les apports fondamentaux de l'herméneutique philosophique. Je dois aussi beaucoup à Esteban Buch et Nathalie Heinrich qui m'ont aidé à clarifier la distinction entre description et normativité, à Marielle Macé qui m'a ouvert les yeux sur le statut de la lecture comme expérience propre, à Philippe Roussin et Annick Louis avec qui j'ai discuté de ma vision des études littéraires, ainsi qu'à Thierry Marchaisse qui a relu le manuscrit en philosophe. Je crains, hélas, de devoir endosser seul la responsabilité pour les défauts et faiblesses qui subsistent.

1. CRISE DE LA LITTÉRATURE OU CRISE DES ÉTUDES LITTÉRAIRES ?

Que l'avenir de la littérature ne soit *pas* menacé actuellement, contrairement à ce que veut une légende tenace, est une hypothèse qui peut se prévaloir d'un constat banal : jamais dans l'histoire de l'humanité on n'a lu autant qu'aujourd'hui. La raison première en est que jamais il n'y a eu une aussi grande proportion de l'humanité sachant lire et écrire. Ceci vaut d'abord pour la France et l'Europe. Le fait qu'il subsiste quelques poches d'analphabétisme dans la société française et européenne, ou qu'elle connaisse quelques poussées localisées d'illettrisme, ne saurait faire oublier que le taux d'alphabétisation des générations actuelles est de loin supérieur à ce qu'il était à la fin du XIX^e siècle. Le constat vaut encore davantage au niveau mondial : depuis le milieu du XX^e siècle, le développement de l'accès à l'écrit a été exponentiel dans toutes les régions du monde.

L'expansion actuelle d'Internet s'inscrit dans cette progression. Elle en est à la fois un effet et une cause : un effet, parce que la maîtrise de l'outil d'information en ligne présuppose qu'on sache lire et écrire ; une cause, dans la mesure où l'accès technique à Internet est lui-même un catalyseur pour la maîtrise de la lecture et de l'écrit. Cette éminente vertu culturelle

d'une avancée au départ technologique (et même purement militaire) a beau aller à l'encontre des évidences technophobes, elle n'en est pas moins réelle. De là une première confusion qu'il convient d'éviter. Car si la lecture et l'écrit n'occupent plus la *même* place dans la vie culturelle qu'il y a quelques générations, ceci ne signifie pas qu'ils y occupent une place *moindre*. Ils se sont *déplacés* et ce déplacement est indissociable de ce qui, loin d'être un déclin de l'écrit, correspond à une montée en puissance.

Certes, les pratiques littéraires ont été concurrencées depuis le début du XX^e siècle par d'autres supports et d'autres formes artistiques. Ainsi de nos jours, c'est le cinéma qui constitue le support principal de la création fictionnelle. Mais cela ne signifie pas que le cinéma a réduit l'importance de la fiction littéraire. L'invention du cinéma a plutôt étendu le domaine de la création fictionnelle comme telle : globalement nous « consommons » beaucoup plus de fictions qu'on ne le faisait au XIX^e siècle. Le fait que la plupart de ces fictions soient d'ordre cinématographique ne signifie donc pas que la fiction littéraire ait diminué en importance, ni du point de vue quantitatif ni, bien entendu, du point de vue qualitatif. On peut faire une constatation du même type à propos de la poésie. On se plaint souvent d'une perte d'audience de celle-ci. Pourtant, à ma connaissance, aucune étude quantitative ne vient corroborer cette affirmation, et même tout laisse à penser le contraire. Du moins, si on veut bien accepter l'idée que la chanson, qui est une des formes les plus anciennes et les plus universelles de la poésie, et aussi, depuis l'invention de l'enregistrement audiophonique, sa forme la plus foisonnante, relève pleinement de la poésie, et donc de la littérature. Comme le notait Paul Zumthor, si nous acceptons parfois de reconnaître (du bout des lèvres, il est vrai) l'importance des traditions orales dans les « civilisations archaïques » et les « cultures marginales », il nous est en revanche « difficile de nous convaincre que notre

propre culture en est imprégnée¹ ». Et en disant cela, il pensait précisément aux chansons, tout en pointant la raison majeure de la méconnaissance dans laquelle elles sont tenues : notre « notion de littérature » comme pratique vouée « à la quête de sa propre identité » et posant « irrécusablement un “absolu littéraire”² ».

Cependant, ceux qui déplorent le déclin de la culture littéraire – et du même coup, parfois, le déclin de la culture tout court – ne nient pas forcément le fait d’une augmentation globale des pratiques de lecture et d’écriture. Ils soutiennent plutôt que ce développement « piloté » par la technologie et la « massification », loin de profiter à la littérature, la dessert. Les nouveaux lecteurs, selon cette vision, ne lisent pas la « vraie » littérature, mais des *ersatz*, qui ne sont qu’une des manifestations de l’inculture de masse qui caractériserait les sociétés contemporaines. Au lieu de lire Joyce ou Musil, ils lisent des best-sellers superficiels et stéréotypés ; au lieu de lire et d’apprendre par cœur les vers de Ronsard ou de Mallarmé, ils écoutent et apprennent par cœur les chansons que leur déversent la radio ou la télé.

Il est, hélas, incontestable que l’inculture guette toute société. Mais il faut une bonne dose de mauvaise foi pour soutenir que la forme de démocratie sociale et politique dans laquelle certains peuples ont la chance de vivre (dont nous, peuples européens, faisons partie) favorise l’inculture. Là encore, la comparaison avec l’expérience des régimes totalitaires, ou même « simplement » autoritaires, devrait nous inciter à la retenue. Il est vrai, en revanche, que la dynamique de démocratisation, qui caractérise nos sociétés depuis le XIX^e siècle, n’a cessé de reconfigurer les relations entre haute culture et culture vernaculaire. Au fil du temps, celles-ci sont même devenues si perméables l’une à l’autre, et ce dans les deux sens, que, lorsqu’on s’interroge sur

¹ Paul Zumthor, *Introduction à la poésie orale*, Paris, Seuil, 1983, p. 10

² *Ibid.*, p. 25

les modalités de création de la culture, et non pas seulement sur celles de sa transmission, une telle distinction devient inutilisable, si tant est qu'elle l'ait jamais été, pour décrire correctement les pratiques concernées. Culture savante et culture vernaculaire ne cessent de se nourrir l'une l'autre.

Cela vaut aussi pour la littérature. On tend, en effet, à réduire la « culture littéraire » à une de ses représentations instituées, selon laquelle « La Littérature » apparaît comme une réalité autonome et close sur elle-même. Cette vision canonique a été mise en place par le modèle éducatif *ségrégationniste* du XIX^e siècle et elle continue à façonner largement nos représentations actuelles du littéraire. Or, il conviendrait de partir d'une conception plus charitable du littéraire, selon laquelle celui-ci répond d'abord et avant tout à un usage spécifique des textes : leur usage esthétique. À vrai dire, même cette conception élargie n'est pas entièrement satisfaisante, pour des raisons qu'on verra plus loin, mais elle permet au moins une classification plus cohérente du point de vue descriptif. On m'objectera peut-être qu'une telle classe, définie fonctionnellement (par l'usage), regroupe des éléments hétérogènes en termes de réussite, d'ambition, de profondeur, de puissance de vérité, etc. Mais c'est précisément là que se situe l'avantage de la conception non *ségrégationniste*, et ce pour au moins trois raisons.

D'abord, et cela suffirait déjà pour la préférer à la définition *ségrégationniste*, elle met entre parenthèses les valeurs littéraires propres de celui qui mène l'enquête. Elle ne nie évidemment pas que la littérature est un fait de valeur – ce qu'elle est intrinsèquement –, mais, d'un point de vue descriptif, l'objet pertinent est alors le champ où ces valeurs sont construites et entrent en conflit. Il est douteux que la limitation de ce champ à celui de la valeur esthétique puisse constituer le dernier mot de l'affaire, mais quoi qu'il en soit de sa validation empirique, la conception non *ségrégationniste* se place au moins sur un terrain où elle

peut être validée ou invalidée, ce qui n'est pas le cas de la conception ségrégationniste.

En deuxième lieu, lorsqu'on adopte une perspective normative sur la littérature (donc celle d'un usager ségrégationniste), cette perspective elle-même n'a de sens que si on la formule en partant d'une délimitation non ségrégationniste du littéraire. En effet, que le « goût » littéraire puisse être cultivé est présupposé par la logique même de la normativité : une norme n'a de sens que si on peut s'en éloigner ou s'en approcher. Mais, s'il y avait une différence de nature entre la culture littéraire savante et les formes plus vernaculaires, on ne comprendrait plus comment un individu pourrait, en se formant, passer des unes à l'autre, sinon par quelque mystérieux acte de conversion. Concrètement : si l'on pose une rupture ontologique entre le vaste champ de la littérature de « divertissement » et la littérature « sérieuse », on ne voit pas comment un enfant peut passer de ses lectures d'enfance à ses lectures d'âge adulte.

Enfin, une conception ségrégationniste du littéraire est incapable d'expliquer comment certaines œuvres, reçues au départ comme étant hors du champ de la littérature « sérieuse », finissent par en forcer les portes au fil du temps (Jules Verne, Karl May ou Dashiell Hammett, pour n'en nommer que quelques-uns).

Bref, ce n'est que si l'on identifie la culture littéraire avec sa délimitation ségrégationniste que l'on peut parler de crise de la littérature. Car les déplorateurs et autres déclinologues ont sans doute raison sur un point : si l'on entend par « Littérature » la représentation des faits littéraires qui fut une pièce stratégique du modèle éducatif des Humanités – donc de l'étude des langues antiques, de la philologie, de la philosophie, de l'histoire de l'art et de la littérature –, tel qu'il s'est constitué au fil du XIX^e siècle, alors oui, celle-ci bat de l'aile. Encore convient-il d'ajouter que ceci ne date pas d'hier : « La Littérature » est en crise au moins depuis le début du XX^e siècle, et ce sous la triple

poussée du développement des sciences sociales, de l'action de la création littéraire elle-même et de l'évolution historique et culturelle générale. Mais ce qu'il faut surtout bien voir ici, c'est que, s'il y a crise, en l'occurrence c'est d'abord celle des *études* et non celle des *pratiques* littéraires. Cela tient au fait que la représentation ségrégationniste de « La Littérature » continue à fonder en grande partie l'autolégitimation des études littéraires.

On ne peut guère contester, en effet, que les études littéraires soient en crise. En témoigne, entre autres, la perte de crédit social de la filière littéraire dans les lycées. On peut déplorer cette situation, mais il s'agit d'un geste vain, car elle n'est que la traduction mécanique du déphasage de la filière littéraire avec la société, que ce soit en termes de compétences professionnelles ou d'attractivité culturelle. Cela n'a rien d'étonnant : après tout, le modèle sur lequel repose cette filière a été établi dans le cadre d'une société beaucoup plus hiérarchisée que ne l'est la nôtre, y compris dans le champ des conduites esthétiques. Il est d'ailleurs regrettable que les études littéraires nous informent si peu sur cette question¹, qui est celle de l'invention historique de leur objet et de leur discours d'autolégitimation, car « La Littérature » est d'abord et avant tout une notion scolaire, et c'est à travers le système d'éducation qu'elle s'est implantée et maintenue.

En tout cas, cette société qui a institué « La Littérature » n'est plus la nôtre. La culture de l'écrit y était une denrée relativement rare, souvent un privilège et parfois une opportunité de promotion sociale. Il n'en est plus ainsi aujourd'hui et il faut être naïf pour penser que ceci peut ne pas avoir de conséquences au niveau de la transmission culturelle, et notamment de la délimitation de la culture littéraire. Bref, je suis convaincu que si les études littéraires sont en difficulté, ce n'est pas parce que leur

¹ Je mets à part l'ouvrage classique d'Antoine Compagnon, *La Troisième République des Lettres. De Flaubert à Proust*, Paris, Seuil, 1983.

objet est menacé par le déferlement de l'inculture, mais plus banalement parce qu'elles confondent leur objet avec une de ses institutionnalisations passées.

Plus précisément, les études littéraires sont en crise parce qu'elles sont incapables de faire le deuil de ce passé, par quoi il ne faut pas entendre le deuil des œuvres du passé – ces œuvres qui ne demandent qu'à vivre, y compris à l'École, pour peu qu'on leur ménage un espace vivable –, mais celui de leur *propre* passé, donc de leur propre tradition savante et institutionnelle. On a parfois l'impression que ce passé – « La Littérature » – continue à être infiniment plus cher à certains que la réalité qui lui correspond, c'est-à-dire la création et les usages des œuvres d'hier et d'aujourd'hui, importantes ou non, réussies ou ratées, présentes dans la mémoire commune ou tombées dans l'oubli. Or, ce sont bien pourtant toutes ces œuvres qui ont contribué à dessiner le contour des faits littéraires, y compris celui de « La Littérature », si l'on veut bien admettre qu'un canon se définit autant par ce qu'il exclut que par ce qu'il inclut. Autrement dit, la crise est liée directement à une mise en question de la *légitimité* des études littéraires. À quoi peuvent-elles servir dès lors que leur supposé objet – « La Littérature » – se délite comme vision globale des faits littéraires et de leur place dans la culture contemporaine? Mais elle a aussi une dimension épistémologique, car ce que la disparition de « La Littérature » fait apparaître, c'est précisément le caractère normé et normatif de cette notion, traitée jusque-là, avec une naïveté parfois confondante, comme un fait empirique, voire une donnée évidente. Du même coup, la question du statut épistémologique des études littéraires ne saurait plus être écartée : car si elles ne décrivent nulle nature et ne sont que la construction d'une norme, alors comment faut-il les concevoir et que peut-on en attendre?

2. PETITE ÉCOLOGIE DES SCIENCES DE L'HOMME

Pour se faire une idée plus claire de la situation actuelle, il est indispensable de situer les études littéraires dans le cadre plus général des sciences de l'homme. Car les difficultés que rencontre notre discipline se retrouvent, pour une part non négligeable, dans la plupart d'entre elles.

Helga Nowotny est sociologue de la connaissance, mais elle est aussi actuellement directrice de l'ERC (*European Research Council*), ce qui n'est pas indifférent pour mon propos¹. Elle s'est interrogée, il y a quelques années, sur les difficultés récurrentes que rencontre l'intégration des sciences de l'homme dans les programmes, les cadres méthodologiques et les procédures d'évaluation de la recherche au niveau européen². Le diagnostic de Nowotny porte surtout sur les Humanités, mais comme le montrent les travaux de Tony Becher, dont elle s'inspire, il est valable pour la plupart des sciences de l'homme. Et si les difficultés en question prennent

¹ L'ERC est l'organisme européen de financement de la recherche. Son but est de soutenir les recherches innovantes afin de faire entrer l'Union Européenne dans l'ère de l'« économie de la connaissance ». Disposant de moyens financiers importants et allouant ses fonds en se basant sur une procédure d'expertise internationale menée par des pairs, cet organisme ambitionne de structurer, dans un avenir proche, l'essentiel de la recherche européenne de pointe, toutes disciplines confondues.

² Helga Nowotny, « Humanities in European Research », in *IWM-Post*, n° 89, été 2005, p. 28-31.

une acuité particulière au niveau de la politique de la recherche européenne – notamment parce que celle-ci se voit confrontée directement à la diversité (pour ne pas dire plus) des traditions nationales dans les disciplines des sciences de l’homme –, on aurait tort d’y voir la simple traduction de l’obsession technocratique des structures européennes de la recherche. Ce qui est en cause, c’est bien une difficulté réelle, celle que rencontre toute évaluation de la portée cognitive des projets et des études dans les sciences de l’homme. En témoigne le fait que les travaux classiques de Becher remontent, du moins dans leurs premières formulations, à plus d’une vingtaine d’années et que ceux-ci furent menés dans un cadre nullement lié aux politiques européennes¹.

Les travaux de Becher sont connus notamment parce que, dans un but heuristique, il a comparé la vie de la recherche avec la vie tribale. Selon lui, les différentes disciplines scientifiques peuvent être conçues comme autant de tribus occupant chacune un territoire propre, chaque discipline défendant sa « patrie » contre les assaillants de l’extérieur et un certain nombre au moins d’entre elles essayant d’envahir et de coloniser les territoires voisins. Selon Becher, et c’est ce qui m’intéresse ici, ces tribus savantes se répartissent entre plusieurs types qui ne suivent pas la même politique cognitive. D’un côté on trouve ce qu’il appelle les « *pure sciences* » – ce que j’appellerai ici « les sciences » tout court –, de l’autre les « *pure humanities and social sciences* » – ce que j’appelle ici « les sciences de l’homme ».

Pour Becher, comme pour Nowotny, ce qui caractérise la recherche scientifique, c’est l’existence d’un territoire fortement interconnecté et à grande densité démographique. Ceci fait monter le prix des terrains – l’investissement pour entrer dans la communauté des chercheurs – et donne naissance à une

¹ Tony Becher et Paul Trowler, *Academic Tribes and Territories: Intellectual Enquiry and the Culture of Disciplines*, 2^e édition, Londres, Open University Press, 2001.

compétition permanente, et du même coup à une maximisation du contrôle cognitif croisé. Pour filer la métaphore écologique et démographique : la recherche scientifique se développe dans un espace urbain où les changements locaux ont de proche en proche des répercussions sur une grande partie du territoire.

L'écologie des sciences de l'homme est fort différente : elles occupent un territoire majoritairement rural, avec un habitat dispersé entre de multiples vallées et collines isolées les unes des autres. Aussi les stratégies d'autodéfense et d'autoaffirmation diffèrent-elles fortement de celles adoptées en science. La démarche qui s'offre tout naturellement ici n'est pas d'exacerber la concurrence cognitive, et donc le contrôle croisé, mais de recourir à des manœuvres de cloisonnement, d'isolement. Ceci ne signifie pas qu'il n'y ait pas de concurrence, mais que la compétition interindividuelle y est moins importante que la compétition entre groupes. Elle se traduit essentiellement par la création et la disparition, l'agrandissement et le dépérissement de niches écologiques fortement singularisées et formant des isolats. Autrement dit, les sciences de l'homme, auxquelles on reproche pourtant souvent leur « individualisme », obéissent majoritairement au principe de la sélection de groupe et non à celui de la sélection individuelle, qui prévaut en science.

Par ailleurs, pour des raisons contingentes mais qu'on peut juger malheureuses, la naissance des sciences de l'homme a coïncidé avec la formation des nations et des nationalismes, donc avec le déclin du cosmopolitisme, qui caractérisait l'espace savant européen depuis le moyen âge. En lieu et place, on a vu naître des traditions savantes fortement individualisées selon les nations. Ce bouleversement a été trop tardif pour avoir beaucoup d'influence sur le développement des sciences. Les recherches y étaient depuis longtemps transnationales, et surtout le champ de celles-ci était déjà unifié par l'existence d'un consensus robuste concernant les critères de validité cognitive et méthodologique. Il serait erroné

de réduire ce consensus à une simple convention sociale. Son établissement progressif fut avant tout le corrélat de la dynamique interne d'une démarche singulière : celle qui fait de la reproductibilité intersubjective des preuves et des expériences la pierre de touche de la validité. Autrement dit, les sciences sont fondées sur un accord concernant le type de relations qu'un discours doit entretenir avec l'objet sur lequel il porte, relations qui doivent pouvoir être reproduites en dehors de la sphère subjective de son auteur – et donc admettre la sanction des faits résultant de l'interaction avec les autres sujets, comme avec le monde.

On ne saurait surestimer les conséquences de l'existence d'une telle contrainte de « falsifiabilité¹ », d'un tel principe de réalité, pour le profil épistémique d'un discours. Et on aurait tort de sous-estimer les conséquences de son absence, comme le montre le destin de la philosophie aux XIX^e et XX^e siècles. Lorsqu'elle fut prise, à son tour, dans la tourmente du développement des États-nations, la philosophie n'avait pas, malgré l'espoir de Kant, réussi à développer de consensus méthodologique et critériologique. La conséquence en est connue et se fait sentir jusqu'à aujourd'hui. Dès le début du XIX^e siècle, se sont mises en place des traditions philosophiques nationales à développement centripète accéléré – une évolution dont le grand schisme, au XX^e siècle, entre la philosophie continentale et la philosophie anglo-américaine a été la conséquence la plus spectaculaire. Il est révélateur que dans les « branches techniques » de la philosophie, où un consensus de validation existait, cette évolution nationale centripète ait été beaucoup plus faible : en témoignent le champ de la logique et aussi, bien que dans une moindre mesure, ceux de l'épistémologie et de la philosophie des sciences.

¹ La *falsifiabilité* distingue, selon Karl Popper, les énoncés ou plus généralement les théories scientifico-empiriques. Une théorie n'est falsifiable que si et seulement si elle implique la négation d'au moins un énoncé d'observation possible.

Le destin du *mainstream* des sciences de l'homme a été différent à la fois de celui des sciences et de celui de la philosophie, ceci pour deux raisons au moins. D'abord, les sciences de l'homme, y compris les études littéraires, ont toujours accepté de se soumettre à un équivalent du principe de validation empirico-théorique des sciences. C'est même précisément sur ce point – celui de la falsifiabilité empirique, « positive » – qu'elles ont voulu se distinguer de la philosophie. Pourtant, c'est paradoxalement cette volonté très forte de se démarquer de la philosophie qui a entraîné les sciences de l'homme naissantes dans la logique d'un développement national. Tout simplement parce qu'elles sont nées à une époque – en gros la fin du XIX^e siècle – où les traditions philosophiques avaient *déjà* des profils nationaux fortement singularisés. Se démarquer de la philosophie signifiait donc se démarquer d'une forme nationale de la philosophie et du même coup se définir en creux par rapport à une philosophie nationale. Le profil disciplinaire *positif* des jeunes disciplines s'est donc retrouvé marqué d'emblée par ces mêmes spécificités nationales.

Ainsi, les sciences de l'homme ont été pendant très longtemps divisées entre des traditions nationales qui, certes, ne s'ignoraient pas, mais ne connaissaient l'échange que sous la forme de la polémique, ou celle de l'assimilation de la tradition étrangère à la tradition indigène, et non comme transactions interindividuelles à l'intérieur d'une tradition épistémologique commune. Ce cloisonnement a été particulièrement fort dans les études littéraires. Il explique les différences nationales si marquées qui les caractérisent, aujourd'hui encore. Il suffit de penser à la place centrale de l'herméneutique et de la stylistique en Allemagne, de la rhétorique et de l'histoire littéraire en France¹, ou encore de la critique des auteurs en Grande-Bretagne. Seule la philologie a échappé, en partie, à ce cloisonnement. Et cela tient tout à la fois à sa technicité,

¹ Sur la tradition française, voir Antoine Compagnon, *op. cit.*, p 23-54.

aux fortes contraintes qui sont liées à son objet empirique, mais aussi au fait que son objet d'étude principal au XIX^e siècle – la littérature antique – était relativement secondaire dans la construction des identités culturelles nationales. En revanche, le projet romantique, mais aussi gothéen, voire, dans certaines limites, hégélien, d'un comparatisme généralisé (au moins au cadre européen) avorta très vite. Et ce projet ambitieux, qui avait été d'abord conçu comme véritable horizon des études littéraires, qui s'était voulu le complément d'une philologie reconfigurée dans sa dimension herméneutique, s'effondra précisément sous la déferlante des conceptions *holistiques* des « littératures nationales ». Car concevoir, par exemple, la littérature anglaise comme un tout (*holos*) revient à l'isoler des autres, donc à rendre, de proche en proche, toutes les littératures incommensurables entre elles. Le fait que, de nos jours encore, la littérature comparée reste une discipline marginale et souvent épistémologiquement sinistrée (alors qu'elle devrait être la reine des disciplines littéraires, si celles-ci s'intéressaient réellement aux faits littéraires dans leur diversité *et* leur unité) est un signe parlant de cette incapacité des études littéraires à faire la différence entre leur objet d'étude – les faits littéraires – et les diverses constructions nationales de « La Littérature ».

Certes les études littéraires ont connu, au XX^e siècle, de fructueux échanges entre traditions nationales. Mais cela a été le cas à des périodes et pour des mouvements de recherche qui tentaient précisément de développer un idéal de validation empirique « universaliste », et du même coup se définissaient contre les traditions nationales dominantes. Ceci vaut pour le formalisme russe ou le structuralisme tchèque, pour la phénoménologie de Roman Ingarden, l'école morphologique allemande¹,

¹ Peu connue en France, l'école morphologique allemande, courant critique du deuxième tiers du XX^e siècle, s'est attachée à l'étude des formes et genres littéraires. L'approche morphologique voit dans l'évolution des formes littéraires le résultat d'une morphogénèse. Plus précisément, selon cette école, l'apparente diversité des formes littéraires

l'herméneutique de Gadamer ou de Ricoeur, tout aussi bien que celle de Szondi ou Bollack et Wismann, la stylistique de Bally, de Spitzer et de leurs élèves, tout autant que pour le structuralisme, la sémiotique, la théorie de la réception ou la critique génétique (et ici je n'ai fait que nommer quelques-unes des écoles qui ont apporté des contributions importantes à notre connaissance de la littérature, en laissant de côté les grandes individualités isolées comme Bakhtine, Frye, Hamburger et bien d'autres). Cela vaut aussi, de manière plus générale, pour les types de recherches littéraires menées en synergie avec les sciences du langage, l'anthropologie, la sociologie, ou encore la psychologie. Mais, du point de vue institutionnel, ces orientations ont toujours été trop minoritaires, et surtout trop intermittentes, pour pouvoir se constituer en un véritable programme transgénérationnel, non assujetti à un « paradigme » théorique spécifique. Or, seul un tel programme, ouvert du point de vue méthodologique et acceptant des « procédures de preuve » reconnues par tous les chercheurs œuvrant dans le même champ, pourrait garantir un développement cumulatif des connaissances.

L'évolution des études littéraires fait donc penser malheureusement, encore aujourd'hui, à celle d'une « agriculture sur brûlis successifs », comme Jean-Claude Passeron le notait à propos des sciences humaines et sociales en général¹. En même temps, mais le paradoxe n'est qu'apparent, certaines de ces recherches ont été vidées de leur dynamique cognitive du fait même de leur succès. Nous en avons eu des exemples, en France, avec l'analyse structurale – l'étude des procédés littéraires, par exemple des techniques narratives, des formes de l'intrigue, etc. – et la stylistique. Une

peut être ramenée génétiquement à un archétype commun dont elles constitueraient autant de concrétisations. L'approche morphologique remonte en fait à Goethe, elle a aussi eu beaucoup d'influence en Russie, comme en témoigne *La Morphologie du conte* de Vladimir Propp.

¹ Jean-Claude Passeron, *Le Raisonnement sociologique*, Paris, Albin Michel, 2006, p. 553.

fois introduites sous forme d'outils analytiques dans le secondaire, elles ont eu tendance à se fossiliser en moyens de contrôle des connaissances (avec en ligne de mire ultime les sacro-saints concours nationaux) et du même coup à perdre leur énergie d'outils de connaissance. D'où l'accusation, répandue actuellement, selon laquelle l'analyse structurale serait responsable de la situation déplorable de l'enseignement de la littérature dans les collèges et lycées.

Cette accusation est injuste. Il faut noter d'abord que n'importe quelle méthode d'analyse littéraire peut être instrumentalisée de la sorte, en général d'ailleurs avec les meilleures intentions du monde. Par ailleurs, d'autres disciplines ont connu des évolutions du même genre, comme en témoigne la « bourbakisation¹ » des mathématiques élémentaires – spécificité française – qui fait commencer l'étude des mathématiques par celle de leurs structures les plus abstraites. Le moins qu'on puisse dire est qu'une telle méthode pédagogique provoque la perplexité des enseignants de mathématiques des autres pays européens, même si la France lui doit peut-être l'excellence de ses mathématiques supérieures. Le sort de l'analyse structurale n'est donc probablement qu'un effet particulier de notre modèle éducatif général, dont tout le monde connaît le défaut essentiel : un caractère à la fois unifié et fortement pyramidal (surtout au niveau du secondaire), qui n'arrive pas à concilier la formation du plus grand nombre avec la sélection précoce de compétences spécialisées. Aussi longtemps que ce *double-bind*, cette double exigence contradictoire, orientera l'établissement des programmes, on se retrouvera avec des effets du même genre. Autant dire que les

¹ Le terme est dérivé de Bourbaki, mathématicien imaginaire, sous le nom duquel se cachait un groupe de mathématiciens, formé dans les années trente sous l'impulsion d'André Weil. Le groupe Bourbaki a évolué, se renouvelant constamment au fil des générations. Il a produit une présentation cohérente des mathématiques, appuyée sur la notion de structure, dans une série d'ouvrages intitulés *Éléments de mathématique*.

pesanteurs en question dépassent largement le champ de l'étude de la littérature.

Je ne méconnais cependant nullement qu'il y a des problèmes spécifiques à l'enseignement littéraire. Comment ne pas s'interroger, notamment, sur le rôle de la démarche analytique dans les établissements du secondaire? Il y a d'abord un problème de méthode. Pour pouvoir manier efficacement, donc de façon créative, les outils de l'analyse structurale – ou de toute autre analyse technique –, il faut avoir déjà acquis une grande expérience de la lecture littéraire. Ce n'est évidemment pas le cas des collégiens et des lycéens. Il y a ensuite, et plus fondamentalement, un problème concernant le but de l'enseignement de la littérature au niveau élémentaire et secondaire. Convient-il d'enseigner la connaissance de la littérature, ou ne faut-il pas plutôt d'abord *activer* l'écriture « littéraire », comme mode particulier d'accès au réel? Les programmes scolaires ont choisi pour l'essentiel le premier but.

On peut le regretter, car les œuvres littéraires, sous toutes leurs formes, sont elles-mêmes un formidable moyen de développement cognitif, émotif, éthique. Et elles opèrent ces prodiges déjà au niveau de la lecture commune, dès lors que celle-ci est attentionnée. Promouvoir la lecture et l'enrichir devrait donc être un des deux buts primordiaux d'un cours de littérature s'adressant à des adolescent(e)s, c'est-à-dire à des individus en train de construire leur identité¹. L'autre but, tout aussi primordial, devrait être la connaissance *active* de l'art littéraire et plus généralement de l'art d'écrire². En effet, la pratique d'un art ne permet pas seulement

¹ Voir Tzvetan Todorov, *La Littérature en péril*, Paris, Flammarion, 2007, que je ne peux que rejoindre dans sa critique de l'enseignement de la littérature dans les lycées et collèges.

² E. D. Hirsch avait déjà mis le doigt sur ce point, notant que « nous devrions enseigner la composition avec autant de sérieux et d'énergie que nous enseignons les grands

pages non consultables

© 2011 Les Editions Thierry Marchaisse. Tous droits réservés.

donc facile d'éviter la compétition et d'interrompre la communication. Le style de vie rural nourrit un individualisme différent du style de vie urbain. Il a tendance à devenir autocomplaisant et il est évident que le prix à payer pour le système est élevé – la fragmentation et un faible taux de croissance¹. »

Ce qui est en cause ici, ce n'est pas seulement une dynamique sociale quelque peu particulière. Becher a montré que la distinction entre les « sciences » et les « sciences humaines et sociales » oppose en fait deux profils épistémiques différents, et ce à plusieurs niveaux. Les sciences sont cumulatives, au sens où elles déterminent un accroissement des connaissances, alors que les sciences de l'homme sont « réitérantes », au sens où elles procèdent par reformulations ; de même, la démarche des premières est fondamentalement atomistique, en quoi elles s'opposent à l'holisme des secondes. Les sciences sont universalisantes, les sciences de l'homme sont particularisantes ; les travaux des premières sont « impersonnels », alors que la recherche dans les secondes est toujours fortement personnalisée. Les sciences sont axiologiquement neutres, alors que les sciences de l'homme sont le plus souvent normatives ; les premières tendent à se donner des critères précis et partagés concernant la vérification et l'obsolescence des connaissances, alors que la dispute règne dans les secondes concernant ces deux points. Enfin, si les sciences reposent en règle générale (c'est-à-dire en dehors des périodes de renouvellement des paradigmes fondamentaux) sur un consensus concernant les questions pertinentes, il n'en va pas de même en sciences de l'homme, où un tel accord fait le plus souvent défaut². On le voit, les différences sont cruciales et

¹ Voir Becher et Towler, *op. cit.*, p. 28

² Voir aussi Jyrki Loima, « Academic Cultures and Developing Management in Higher Education », in Loima, Jyrki (ed.) *Theoria et praxis*, Viikki TTS Publications, vol. 1, Helsinki, 2004.

elles concernent le cœur même de l'entreprise de connaissance. Certes, les oppositions construites par Becher sont un peu schématiques. Ainsi, l'opposition un peu raide entre cumulativité et reformulations ne rend pas compte des indéniables formes de cumulativité existant en sciences de l'homme¹, y compris d'ailleurs dans le champ des études littéraires. Mais le tableau global est bien conforme à la réalité.

Parler de *crise* des Humanités et des sciences humaines peut paraître trop fort, mais il y a crise et crise. En l'occurrence, l'état qui vient d'être décrit a été endémique dans toute l'histoire des sciences de l'homme. La seule chose vraiment neuve, aujourd'hui, est que les transformations internationales au sein de la recherche, et la création d'un échelon européen dans son organisation et son financement, ont amené les problèmes au grand jour, devant l'opinion publique. Ces transformations se manifestent, notamment, dans l'introduction d'une distinction beaucoup plus explicite qu'autrefois entre l'enseignement et la recherche, entre la transmission des connaissances (et des valeurs) et la production des connaissances. Évidemment, cette distinction opérait déjà dans les faits : transmettre des connaissances ou des valeurs n'est pas la même chose que produire de nouvelles connaissances – même si la même personne peut faire les deux à la fois et même si la production de connaissances nouvelles implique l'acquisition préalable de connaissances produites ou transmises par nos prédécesseurs. Mais la généralisation de l'accès à l'enseignement supérieur a changé radicalement la donne. Car si une relative indistinction entre transmission et production

¹ Pour une discussion plus différenciée voir Bernard Walliser (éd.), *La Cumulativité du savoir en sciences sociales*, Paris, Éditions de l'EHESS 2009, et notamment l'article de Jacques Revel, « Le pied du diable. Sur les formes de cumulativité en histoire » (p. 86-110). Le texte de Revel constitue un excellent point de départ à une réflexion renouvelée sur la méthodologie de l'« histoire littéraire », qui trop souvent n'est ni historique ni littéraire.

des connaissances était encore possible auparavant, lorsqu'une infime partie des nouvelles générations accédait à ce type d'enseignement, ce ne l'est plus aujourd'hui. La rationalisation si souvent déplorée de la recherche publique n'est donc qu'un effet collatéral de la démocratisation des savoirs engendrée par la généralisation de l'accès aux études supérieures. Qui veut l'un peut difficilement ne pas vouloir l'autre.

Avant la généralisation de l'accès aux études supérieures, on pouvait certes partir du principe qu'une partie conséquente (même si non majoritaire) de ceux qui y accédaient allaient à leur tour s'engager dans les voies de la production de connaissances nouvelles. Mais dans la situation actuelle, il n'en va plus ainsi. Sauf à accepter un gâchis financier et surtout humain injustifiable, il nous faut donc accepter désormais la distinction claire entre les deux tâches ou fonctions. Or cela n'est pas sans conséquences. Cela signifie, notamment, que nous ne pouvons plus écarter la question de la nature, des buts et des fonctions de la recherche dans le champ des sciences de l'homme, donc dans celui des études littéraires, ni éviter de prendre position sur ses implications politiques. En ce sens, la crise des sciences de l'homme est une bonne chose, puisque c'est une crise d'adolescence, et que la crise d'adolescence inaugure (en général) le passage à l'âge adulte.

pages non consultables

© 2011 Les Editions Thierry Marchaisse. Tous droits réservés.

TABLE DES MATIÈRES

Avertissement	5
1. Crise de la littérature ou crise des études littéraires?	9
2. Petite écologie des sciences de l'homme	17
3. Les deux modèles des études littéraires	35
4. Description et normativité	49
5. Description, compréhension et explication : une approche philosophique	59
6. Intentionnalité et texte	83
7. Pour une nouvelle écologie culturelle : quelques propositions modestes	105